

PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES ANNUELS)

SABETON

Société anonyme au capital de 3 933 412 €.
Siège Social : 34, route d'Ecully, 69570 Darilly.
958 505 729 R.C.S. Lyon - APE : 702C.
Exercice Social : du 1er janvier au 31 décembre.

Documents comptables annuels.

A. — Comptes sociaux.

I. — Bilan au 31 décembre 2007.

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2007			31/12/2006
	Brut	Amortissements & provisions	Net	Net
Actif immobilisé :				
Immobilisations incorporelles				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés	11	4	7	11
Immobilisations corporelles				
Terrains	92	47	45	45
Constructions	607	447	160	46
Installations techniques, matériel, et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	127	103	24	37
Immobilisations financières				
Participations	33 506	3 720	29 786	31 111
Créances rattachées à des participations	19 881		19 881	6 225
Autres titres immobilisés	9		9	276
Autres				
	54 233	4 321	49 912	37 751
Actif circulant :				
Créances				
Créances clients et comptes rattachés	64		64	26
Autres	709	674	35	101
Valeurs mobilières de placement	10 813		10 813	24 384
Disponibilités	18		18	382
Comptes de régularisation				
Charges constatées d'avance	6		6	14
	11 610	674	10 936	24 907
Total de l'actif	65 843	4 995	60 848	62 658

Passif	31/12/2007	31/12/2006
Capitaux propres		
Capital	3 952	4 126
Primes d'émission, de fusion, d'apport	9 558	9 558
Réserves :		
Réserve légale	420	420
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves	44 536	46 267
Report à nouveau	6	1
Résultat de l'exercice	1 624	1 109
Provisions réglementées	295	219
Total des capitaux propres avant répartition	60 391	61 700
Provisions pour risques et charges	140	162
Dettes		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers	63	38
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	99	192
Dettes fiscales et sociales	154	524
Autres dettes	1	42
	317	796
Total du passif	60 848	62 658

II - Compte de résultat de l'exercice

(En milliers d'euros.)

	31/12/2007	31/12/2005
Montant net du chiffre d'affaires	431	513
Reprises sur provisions et amortissements, transferts de charges, autres produits	2	78
	433	591
Charges d'exploitation :		
Autres achats et charges externes	-281	-265
Impôts, taxes et versements assimilés	-42	-60
Salaires et traitements	-384	-428
Charges sociales	-203	-216
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
Sur immobilisations : dotations aux amortissements	-41	-41
Sur actif circulant : dotations aux provisions		
Pour risques et charges : dotations aux provisions		-7
Autres charges	-22	-22
	-973	-1 039
Résultat d'exploitation	-540	-448
Produits financiers :		
De participations	2 466	137
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
D'intérêts et charges assimilées	574	537

Reprises sur provisions et transferts de charges	24	576
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	164	281
	3 228	1 531
Charges financières :		
Dotation financière aux amortissements et provisions	-1 330	
Intérêts et charges assimilées		-20
	-1 330	-20
Résultat financier	1 898	1 511
Résultat courant avant impôts	1 358	1 063
Produits exceptionnels :		
Sur opérations de gestion et de capital	384	71
Reprises sur provisions et transferts de charges	25	6
	409	77
Charges exceptionnelles :		
Sur opérations de gestion et de capital	-28	-71
Dotations aux amortissements et provisions	-95	-29
	-123	-100
Résultat exceptionnel	286	-23
Impôts sur les bénéfices	-20	69
Total des produits	4 050	2 268
Total des charges	-2 426	-1 159
Résultat net	1 624	1 109

III. — Projet d'affectation du résultat.

(En milliers d'euros)

Origines :	
Résultat de l'exercice	-1 624
	-1 624
Affectations de l'exercice :	
Autres réserves	-1 624
	-1 624
Dividendes prélevés sur les autres réserves :	751

IV. — Annexe aux comptes sociaux exercice 2007.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes annuels de l'exercice clos le 31 décembre 2007. Ces comptes ont été arrêtés le 16 avril 2008 par le Conseil d'Administration.

Faits caractéristiques de l'exercice.

— Provision complémentaire de 1 330 K€ pour dépréciation des titres détenus dans la CIE AGRICOLE DE LA CRAU, compte tenu de la valeur patrimoniale de la société.

— Encaissement d'un complément de prix de 305 K€ sur les actions ALTAGIS cédées en mai 2004.

Règles et méthodes comptables

Les comptes annuels ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général fixées par la loi du 30 avril 1983 et son décret du 29 novembre 1983, ainsi qu'au règlement 99-03 du CRC relatif à la réécriture du plan comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, sauf évolution réglementaire ;
- indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Méthodes comptables.

Immobilisations incorporelles. — Elles correspondent à des logiciels amortis en linéaire sur 36 mois.

Immobilisations corporelles. — Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 qui ont fait l'objet d'une réévaluation.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée probable de vie et de la nature des immobilisations.
Les principales durées retenues sont :

Agencements de terrains	10 ans
Constructions	de 10 à 20 ans
Agencements des constructions	de 5 à 10 ans
Autres immobilisations corporelles	de 2 à 10 ans

Immobilisations financières. — La valeur des titres de participation ainsi que des autres titres immobilisés est constituée par le prix d'acquisition. Une dépréciation est éventuellement constituée lorsque la valeur d'inventaire des titres est inférieure au prix d'acquisition. La valeur d'inventaire des titres de participation correspond à leur valeur d'usage pour l'entreprise ; elle est déterminée, selon les caractéristiques de chaque filiale, par rapport aux capitaux propres réestimés de la filiale, à sa rentabilité et à ses perspectives d'avenir, notamment à travers l'actualisation des flux futurs de trésorerie. Les flux futurs de trésorerie de la société SAINT JEAN sont actualisés sur une période de quatre ans.

Créances et dettes. — Les créances et dettes sont valorisées à leur valeur nominale.
Les créances sur clients sont éventuellement dépréciées pour tenir compte des difficultés de recouvrement et de l'ensemble des sinistres connus jusqu'à la date de clôture des comptes.

Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont comptabilisées pour leur valeur brute au prix d'acquisition ou de souscription.

Elles sont éventuellement dépréciées au vu de leur valeur boursière en fin d'année. Le cours retenu pour procéder à cette dépréciation par comparaison avec leur valeur brute est la valeur liquidative pour les SICAV et certificats de dépôt.

Provisions. — Les provisions comprennent les provisions jugées nécessaires pour couvrir l'ensemble des risques encourus. Les engagements en matière de retraite comptabilisés au 31 décembre 2007 pour l'ensemble des salariés, soit quatre personnes, ont fait l'objet d'une provision d'un montant de 31 K€ selon la méthode rétrospective en tenant compte de la convention collective, de l'ancienneté et de l'âge des salariés, d'une table de mortalité, d'un taux de turnover faible, d'une revalorisation des salaires de 1,5 %, d'un taux d'actualisation de 4,65 % et d'un taux de charges sociales moyen de 43 %. L'intégralité de la dette actuarielle a été provisionnée dans les comptes au 31 décembre 2007.

Notes sur le bilan et le compte de résultat.

Sauf indication contraire, les montants mentionnés dans ces notes sont exprimés en milliers d'euros.

Note 1. – Mouvements de l'actif immobilisé.

	31/12/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Valeurs brutes				
Immobilisations incorporelles	11			11
Immobilisations corporelles	872	153	199	826
Immobilisations financières				
Titres CIE AGRICOLE DE LA CRAU	19 147	6		19 153
Titres SAINT JEAN	13 457			13 457
Titres ALTAGIS	3		3	
Titres SAS DU ROYANS	896			896
Autres titres	298	2 018	2 307	9
Avances aux filiales	6 225	16 240	2 584	19 881
Total des valeurs brutes	40 909	18 417	5 093	54 233

	31/12/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Amortissements et dépréciations				
Immobilisations incorporelles	1	4		5
Immobilisations corporelles	743	51	199	596

Immobilisations financières				
Titres CIE AGRICOLE DE LA CRAU	2 390	1 330		3 720
Titres ALTAGIS	2		2	
Autres titres	22		22	
Total des amortissements et dépréciations	3 159	1 385	223	4 321

Note 2. Valeurs mobilières de placement :

	31/12/2007
CIC UNION CASH	2 551
CIC SECURITE	12
Certificat de dépôt	8 250
Total	10 813

La valeur au bilan correspond à la valeur liquidative des valeurs mobilières de placement au 31 décembre 2007.

Note 3. – Actions propres détenues par la société.

Au 31 décembre 2007, la société ne détenait pas d'actions propres.

Note 4. – Capital social.

Le capital de la société, qui s'élevait, au 31 décembre 2006, à 4 126 350 euros divisé en 4 126 350 actions entièrement libérées d'un euro, s'élevait, au 31 décembre 2007, à 3 952 197 euros divisé en 3 952 197 actions, à la suite des annulations en dates des 24 avril et 31 décembre 2007 de 174 153 actions propres détenues par la société.

Note 5. – Tableau des variations des capitaux propres.

Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice 2007	61 700
Variations en cours d'exercice :	
Annulation des actions propres	-2 282
Distribution d'un dividende de 0,18 € par action	-727
Variation des provisions réglementées	76
Résultat de l'exercice	1 624
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice 2007	
Avant affectation du résultat	60 391

Note 6. – Etat des provisions et des dépréciations.

	31/12/2006	Augmentations	Diminutions	31/12/2007
Provisions et dépréciations				
Provisions réglementées	219	76		295
Provisions pour risques	1		1	
Provisions pour charges :				
Provision pour indemnités de départ en retraite	33		2	31
Provision pour impôts	128	5	24	109
Dépréciation des immobilisations financières :				
Sur titres CIE AGRICOLE DE LA CRAU	2 390	1 330		3 720
Sur titres ALTAGIS	2		2	
Sur les autres titres	22		22	
Dépréciation des créances s/ cession GPF&A	674			674
Total des provisions et des dépréciations	3 469	1 411	51	4 829

Note 7. – Entreprises liées.

	Valeur brute	Dont entreprises liées	Dont hors groupe
Postes du bilan :			
Immobilisations financières et créances rattachées	53 395	53 395	
Clients et comptes rattachés	63	63	
Autres créances	709		709
Emprunts et dettes financières diverses	63	25	38
Postes du compte de résultat :			
Produits de participations	2 466	2 466	
Dépréciations sur immobilisations financières	1 330	1 330	
Intérêts et charges assimilées			

Note 8. – Créances et dettes.

L'ensemble des créances et dettes est à échéance à moins d'un an.

Note 9. – Comptes de rattachement des produits et des charges.

Montant des charges à payer :	
Dettes fournisseurs	78
Dettes fiscales et sociales	38
	116
Montant des produits à recevoir :	
Clients et comptes rattachés	2
Intérêts courus sur valeurs mobilières de placement	46
	48
Montant des charges constatées d'avance :	
Eléments d'exploitation	6

Note 10. – Ventilation du chiffre d'affaires.

	31 /12 /2007	31 /12 /2006
Prestations de services	237	215
Loyers	194	298
Total	431	513

Le chiffre d'affaires est réalisé exclusivement en France.

Note 11. – Résultat financier.

	31 /12 /2007	31 /12 /2006
Reprise dépréciation sur titres CIE AGRICOLE DE LA CRAU		576
Produits de participations	1 976	
Produits sur valeurs mobilières de placement	738	807
Autres produits	514	148
Total produits financiers	3 228	1 531
Dont entreprises liées	2 466	712
Dotation pour dépréciation des titres CIE AGRICOLE DE LA CRAU	-1 330	

Autres charges financières		20
Total des charges financières	-1 330	-20
Dont entreprises liées	-1 330	-19
Résultat financier	1 898	1 511

Note 12. – Résultat exceptionnel.

	31/12/2007	31/12/2006
Produits sur cession du terrain à Romans		71
Valeur nette comptable du terrain à Romans		-71
Produits sur cession des titres ALTAGIS	305	
Valeur nette comptable des titres ALTAGIS	-3	
Produits exceptionnels divers	104	6
Charges exceptionnelles diverses	-121	-30
Résultat exceptionnel	285	-24

Note 13. – Ventilation de l'impôt sur les bénéfices.

	Résultat avant impôt	Impôt correspondant	Résultat après impôt
Résultat courant	1 358		1 358
Résultat exceptionnel	285		285
Imposition forfaitaire annuelle		5	5
Produits dus à l'intégration fiscale		-24	-24
Total général	1 643	-19	1 624

Note 14. – Charges non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code Général des Impôts, nous vous indiquons que des dépenses non admises dans les charges par l'administration fiscale, au titre de l'article 39-4 du même code, ont été comptabilisées dans les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, pour la somme de 2 K€, correspondant à des amortissements excédentaires.

Note 15. – Rémunération des membres du conseil d'administration.

Les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration se sont élevés à 22 K€.

En ce qui concerne les organes de direction de la société, la rémunération brute versée à M. Claude GROS s'est élevée à 140 K€. De plus, il a bénéficié, au cours de l'exercice, du Plan Epargne Entreprise en vigueur dans la société et a perçu, à ce titre, un abondement de 4 635 €.

Note 16. – Engagements hors bilan.

Engagements reçus. — Nantissement au profit de SABETON de 99 662 actions ALLAXIA et cautionnement personnel du dirigeant en garantie du remboursement du crédit vendeur de 598 K€ consenti par SABETON à E. COMPANION et du paiement des éventuels intérêts de retard.

Engagements donnés. — Options d'achat consenties sur 5 % du capital de SAINT JEAN au Président de SAINT JEAN, et sur 7,63 % à l'équipe dirigeante de SAINT JEAN, à un prix d'exercice, d'une valeur à ce jour, de 9,18 euros par action et exerçable du 1er juillet 2012 au 31 juillet 2017. Ces options d'achat sont assorties d'options de vente exerçables à compter du 1er juillet 2017.

SABETON, SAINT JEAN et SAS DU ROYANS se sont engagées vis-à-vis de l'établissement prêteur, à inscrire, à première demande de sa part, une hypothèque de premier rang sur l'immobilier de ROMANS, en garantie du remboursement par SAINT JEAN d'un emprunt de 10 M€ contracté en 2005, dont le solde est de 8,3 M€ au 31 décembre 2007.

Option d'achat consentie par SABETON sur 49 % du capital de SAS ROYANS à SAINT JEAN au prix d'exercice de 200 euros par action, majoré d'un intérêt annuel de 4 % capitalisé et diminué des dividendes qui pourraient être versés par SAS DU ROYANS. Cette option est exerçable à compter du 1er janvier 2007.

En application de la Loi n° 2004-391 du 4 mai 2004 relative au droit individuel à la formation, le volume d'heures cumulées au titre du DIF par les salariés de la société s'élèvent à 288 heures. Aucune heure n'a, au cours de l'exercice, donné lieu à demande.

Note 17. – Intégration fiscale.

Dans le cadre de l'intégration fiscale, les conventions de répartition de l'impôt entre les sociétés SAINT JEAN, CIE AGRICOLE DE LA CRAU, SAS DU ROYANS, PARNY et SABETON ont une durée expirant le 31 décembre 2007.

La convention de répartition de l'impôt au sein du groupe est la suivante :

– les charges d'impôts sont supportées par les sociétés comme en absence d'intégration fiscale ;

- les économies d'impôts réalisées par le groupe sont constatées en résultat dans les comptes de la société mère ;
- les économies d'impôts ne sont pas réallouées aux filiales sauf éventuellement en cas de sortie.

Note 18. – Accroissement et allègement de la dette future d'impôt.

— Provisions réglementées :

Amortissements dérogatoires	76
Accroissement de la dette future d'impôt au taux de 33,33 %	25

— Provisions non déductibles temporairement et déficit fiscal reportable :

Provision pour congés payés	16
Provision pour engagements de retraite	31
Frais d'acquisition des titres de participation	4
Déficit fiscal	2 877
Allègement de la dette future d'impôt au taux de 33,33 %	976

— Fiscalité latente : Le déficit fiscal restant à imputer s'élève à 2 877 K€ au 31 décembre 2007.

Note 19. – Incidence des dispositions fiscales dérogatoires sur le résultat de l'exercice.

Résultat net de l'exercice	1 624
Dotation de l'exercice aux provisions réglementées	76
Réduction d'impôt du fait des reprises des provisions réglementées	-25
Résultat hors incidence des dispositions fiscales dérogatoires	1 675

VI. – Filiales et participations.

(En milliers d'euros.)

	CIE AGRICOLE DE LA CRAU 34, route d'Ecully, 69570 Dardilly	SAINT JEAN 44, avenue des Allobroges, 26100 Romans	SAS DU ROYANS 44, avenue des Allobroges, 26100 Romans
Capital	920	1 220	915
Capitaux propres autres que le capital	14 287	1 925	819
Quote part du capital détenue (en %)	98,17	100	49
Valeur comptable brute des titres détenus	19 153	13 457	896
Valeur comptable nette des titres détenus	15 433	13 457	896
Prêts et avances consentis par la société et non remboursés		8 056	11 825
Montant cautions et avals donnés par la société			
Chiffre d'affaires du dernier exercice HT	61	28 635	936
Bénéfice ou perte du dernier exercice	652	-695	-216
Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	1 976		

B. — Comptes consolidés.

I. — Bilan au 31 décembre 2007.

(En milliers d'euros.)

Actif	Notes	31/12/2007 IFRS	31/12/2006 IFRS
Actifs non courants			

Ecarts d'acquisition	4.1	5 981	1 214
Autres immobilisations incorporelles	4.2	191	185
Immobilisations corporelles	4.3	35 013	22 456
Immeubles de placement	4.4	2 439	2 541
Immobilisations financières	4.5	21	5
Impôts différés	5.4	66	
Total actifs non courants		43 711	26 401
Actifs courants			
Stocks	4.6	2 051	977
Clients	4.7	4 710	2 826
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4.8	34 575	46 766
Impôts exigibles	5.4	26	37
Autres actifs courants	4.9	7 297	8 942
Total actifs courants		48 659	59 548
Total actif		92 370	85 949

Passif	Notes	31/12/2007 IFRS	31/12/2006 IFRS
Capitaux propres			
Capital social	5.1	3 952	4 126
Réserves attribuables au groupe	5.2	46 992	47 927
Résultat du groupe		543	1 315
Intérêts minoritaires		283	310
Total capitaux propres		51 770	53 678
Passifs non courants			
Emprunts à long terme	5.3	11 302	8 344
Impôts différés	5.4	1 916	343
Provisions pour risques et charges	5.5	12 942	12 616
Autres passifs non courants	5.6	1 601	1 475
Total passifs non courants		27 761	22 778
Passifs courants			
Fournisseurs et autres crédetes	5.7	10 888	8 297
Emprunts à court terme	5.3	1 951	1 196
Total passifs courants		12 839	9 493
Total passif		92 370	85 949

II. — Compte de résultat.

(En milliers d'euros.)

	Notes	31/12/2007 IFRS	31/12/2006 IFRS
Produits des activités ordinaires	6.1	31 256	23 066
Marchandises et matières consommées		-13 510	-9 695
Frais de personnel	6.2	-7 708	-6 255
Dotations aux amortissements		-3 170	-2 248
Autres achats, impôts et charges externes	6.3	-7 408	-5 492
Autres produits et charges	6.4	171	927
Produits financiers	6.5	1 773	1 538

Charges financières	6.5	-446	-403
Résultat avant impôt		958	1 438
Charge d'impôt sur le résultat	5.4	-407	-102
Résultat de la période		551	1 336
Résultat des minoritaires		8	21
Résultat net du groupe			1 315
Résultat net du groupe par action		0,13 €	0,32 €
Résultat net du groupe dilué par action		0,13 €	0,32 €

— Calcul résultat dilué par action :

1er janvier 2007	4 126 350	114	470 403 900
24 avril 2007	4 063 384	251	1 019 909 384
31 décembre 2007	3 952 197		
		365	1 490 313 284
Nombre moyen d'actions			4 083 050
Options restant à exercer			
Total après exercice			4 083 050
Résultat net du groupe		542 933	
par action			0,13
dilué			0,13

III. — Tableau des flux de trésorerie consolidés.

(En milliers d'euros.)

	31/12/2007 IFRS	31/12/2006 IFRS
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles		
Résultat avant impôt	957	1 438
Ajustements pour :		
Amortissements et provisions	3 560	2 706
Plus-values de cession, nettes d'impôt	-248	-1 089
Charges financières	446	381
Résultat opérationnel avant variation du besoin en fonds de roulement	4 716	3 436
Variation des créances clients et autres débiteurs	3 228	-2 833
Variation des stocks	-181	-97
Variation des fournisseurs et autres créditeurs	-1 495	320
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	6 268	826
Intérêts payés	-446	-385
Impôts sur le résultat payés	12	151
Flux nets de trésorerie provenant des activités opérationnelles	5 834	592
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	-5 241	-6 067
Encaissement résultant de la cession d'immobilisations	368	2 924
Variation de périmètre	-9 191	-378
Flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement	-14 064	-3 521
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		
Variation des actions propres	-2 010	-654

Encaissements provenant d'emprunts à long terme	37	550
Remboursement de dettes à long terme	-1 132	-1 248
Dividendes versés (0,18 € par action)	-764	-622
Flux nets de trésorerie provenant des activités de financement	-3 869	-1 974
Variation nette de trésorerie et équivalents de trésorerie	-12 099	-4 903
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de la période	46 403	51 306
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de la période	34 304	46 402

IV. — Variation des capitaux propres.

(En milliers d'euros.)

Exercice 2006	Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Résultat consolidé	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 31 décembre 2005 en normes IFRS	4 158	9 558	43 123	-2 694	54 145	566	54 711
Annulation de la réévaluation des titres non consolidés suite à leur cession			-701		-701	-13	-714
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres							0
Total résultat net comptabilisé directement en capitaux propres			-701	0	-701	-13	-714
Résultat de l'exercice 2006				1 315	1 315	21	1 336
Total des produits et charges comptabilisés de la période				1 315	1 315	21	1 336
Résultat de l'exercice 2005			-2 694	2 694	0		0
Variation des actions propres	-32		-622		-654		-654
Incidence des variations de périmètre			-115		-115	-264	-379
Dividendes versés (0,15 € par action)			-622		-622		-622
Situation au 31 décembre 2006 en normes IFRS	4 126	9 558	38 369	1 315	53 368	310	53 678

Exercice 2007	Capital	Primes	Bénéfices accumulés	Résultat consolidé	Capitaux propres part du groupe	Intérêts minoritaires	Capitaux propres totaux
Situation au 31 décembre 2006 en normes IFRS	4 126	9 558	38 369	1 315	53 368	310	53 678
Activation de l'imposition différée de la Cie Agricole de la Crau			310		310	10	320
Autres produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres							0
Total résultat net comptabilisé directement en capitaux propres			310		310	10	320
Résultat de l'exercice 2007				543	543	8	551
Total des produits et charges comptabilisés de la période				543	543	8	551
Résultat de l'exercice 2006			1 315	-1 315			0
Variation des actions propres	-174		-1 836		-2 010		-2 010
Incidence des variations de périmètre			3		3	-8	-5
Dividendes versés (0,18 € par action)			-727		-727		-727
Dividendes versés (10 € par action)						-37	-37
Situation au 31 décembre 2007 en normes IFRS	3 952	9 558	37 434	543	51 487	283	51 770

V. — Annexe aux comptes consolidés.

La présente annexe fait partie intégrante des comptes consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 de la société SABETON, dont le siège social est à Dardilly (69570) – 34, route d'Ecully, d'une durée de 12 mois, arrêtés par le Conseil d'Administration le 16 avril 2008.

1. – Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice.

Par arrêt en date du 7 avril 2008, la Cour Administrative d'Appel de Marseille a :

1. rejeté la requête en appel de la Compagnie Agricole de la Crau visant à obtenir :

– la nullité de la convention signée avec l'Etat en 1940 ;

– le versement par l'Etat de dommages et intérêts pour non respect de ses engagements ;

2. confirmé le jugement rendu le 27 octobre 2005 par le Tribunal Administratif qui avait décidé l'annulation du titre exécutoire de 4,7 M€ émis en octobre 2000 par le Receveur Général des Finances au titre du partage du boni de liquidation ;

3. dans le cadre du titre exécutoire de 3,1 M€ émis en octobre 2000 par le Receveur Général des Finances au titre de la participation de l'Etat aux résultats des exercices 1984 à 1999 inclus, déterminé l'assiette de calcul et demandé, en conséquence, aux parties de produire tous documents permettant d'effectuer ce calcul.

Compte tenu du fait que la décision est susceptible d'un recours devant le Conseil d'Etat et que la COMPAGNIE AGRICOLE DE LA CRAU a, pour sa part, décidé de présenter ce recours, les provisions constatées à la clôture de l'exercice sont maintenues.

2. – Faits significatifs de l'exercice.

— Acquisition par SAINT JEAN SAS de la totalité du capital des sociétés :

– JACQUES PELLERIN SA qui exerce une activité de fabrication de ravioles sur le site de BOURG DE PEAGE (26) et une activité de fabrication de quenelles sur le site de FRANS (01) ;

– ETS ROCHAT, société spécialisée dans la fabrication de quenelles et de ravioles. La SCI BEMOL et la SCI LES DODOUX, détenues majoritairement par les ETS ROCHAT, possèdent, respectivement, l'usine de ravioles et l'usine de quenelles à SAINT-JUST DE CLAIX (38) ;

– SPAG (Société de Produits Alimentaires Guttin), dont l'activité est la commercialisation de quenelles.

3. – Périmètre et méthodes de consolidation.

Le périmètre de consolidation au 31 décembre 2007 est le suivant :

Société	RCS	Pourcentage d'intérêt		Méthode de consolidation	
		2007	2006	2007	2006
SABETON SA	958 505 729			Mère	Mère
CIE AGRICOLE DE LA CRAU SA	542 079 124	98,17 %	98,15 %	IG	IG
SAINTE JEAN SAS	311 821 268	100,00 %	100,00 %	IG	IG
SAS DU ROYANS	439 713 330	100,00 %	100,00 %	IG	IG
SAS PARNY	444 248 272	98,17 %	98,15 %	IG	IG
Ets ROCHAT	453 999 674	100,00 %		IG	
SCI BEMOL	480 889 955	100,00 %		IG	
SCI LES DODOUX	325 298 610	100,00 %		IG	
JACQUES PELLERIN SA	324 141 597	100,00 %		IG	
SPAG	973 501 729	100,00 %		IG	

IG : intégration globale.

— Informations sur les sociétés acquises :

(En milliers d'euros)	GROUPE JACQUES PELLERIN		GROUPE Ets ROCHAT		
	SPAG	J. PELLERIN	ETS ROCHAT	SCI BEMOL	SCI Les DODOUX
% Acquis	100%	100%	100%	100%	100%
Secteur activité rattaché			Agroalimentaire		
Coût acquisition	7 370		1 750		
Juste valeur	4 909		1 488		
Résultat depuis la date d'acquisition	4	118	-355	17	-12
Ecarts d'acquisition	2 461		267		

(En milliers d'euros)	SPAG	J. PELLERIN	Ets ROCHAT	SCI BEMOL	SCI Les DODOUX
Chiffre d'affaires 2007	402	11 538	5 225	82	101
Résultat net 2007	-200	-273	-470	17	-12

— Informations concernant la juste valeur des actifs et passifs à la date d'acquisition :

	SPAG	J. PELLERIN	Total
Actif immobilisé	2	8 998	9 000
Actif circulant	148	3 399	3 548

Provisions et impôts différés passifs	-6	-1 126	-1 133
Emprunts		-3 131	-3 131
Passif circulant	-329	-3 047	-3 376
Actif net acquis en juste valeur	-185	5 094	4 909

	Ets ROCHAT	SCIBEMOL	SCI LES DODOUX	Total
Actif immobilisé	2 356	757	1 434	4 547
Actif circulant	1 319	13	15	1 346
Provisions et impôts différés passifs	-234	-64	-178	-476
Emprunts	-1 310	-539	-467	-2 316
Passif circulant	-1 035	-52	-528	-1 614
Actif net acquis en juste valeur	1 097	115	276	1 488

4. – Règles et méthodes comptables.

4.1. Principes de consolidation. — Sauf indication contraire, les montants contenus dans cette annexe sont exprimés en milliers d'euros. Les comptes consolidés de SABETON sont établis selon les normes IFRS, conformément au règlement de l'Union Européenne adopté en juillet 2002. Les règles comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses fondamentales de continuité d'exploitation, d'indépendance des exercices et de permanence des méthodes, sauf évolutions réglementaires.

4.2. Modalités retenues. — Aucune norme publiée, mais d'application non obligatoire au 1er janvier 2007, n'est appliquée par anticipation.

— Généralités : La consolidation est effectuée sur la base des comptes et documents sociaux arrêtés au 31 décembre 2007 par chaque société. Certains retraitements spécifiques sont effectués comme précisé ci-après.

— Ecarts d'évaluation : Les écarts d'évaluation représentent la différence entre la valeur d'entrée dans le bilan consolidé et la valeur comptable du même élément dans le bilan de l'entreprise contrôlée.

— Ecarts d'acquisition : Les écarts d'acquisition correspondent à la différence entre les coûts d'acquisition des titres des sociétés consolidées et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition.

Les acquisitions et cessions réalisées antérieurement au 1er janvier 2004 n'ont pas été retraitées en application de l'option offerte par IFRS 3.

Lors d'une acquisition, les actifs, les passifs et les passifs éventuels de la filiale sont comptabilisés à leur juste valeur à la date de l'acquisition. Tout surplus du coût d'acquisition par rapport aux justes valeurs des actifs et passifs identifiables acquis est comptabilisé en écart d'acquisition. Toute différence négative entre le coût d'acquisition et la juste valeur des actifs nets identifiables acquis est reconnue en résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Conformément aux normes IFRS 3 et IAS 36, les écarts d'acquisition ne sont pas amortis mais font l'objet de tests de dépréciation annuels, ainsi que ponctuels en cas d'évolution défavorable de certains indicateurs. Les tests de dépréciation au 31 décembre 2007 ont été réalisés sur la base de l'actualisation des flux futurs de trésorerie sur une période de quatre ans.

— Immeubles de placement : Les immeubles de placement ont été évalués à leur juste valeur au 1er janvier 2004 pour le passage aux normes IFRS, date à laquelle la norme IAS 40 a été appliquée par anticipation. Pour les exercices suivants, il a été décidé de ne pas enregistrer les variations de la juste valeur.

— Les durées d'amortissement sont les suivantes :

Type de composant	Bureaux de DARDILLY	
	% total	Durée
Gros oeuvre	30	(1) 50 ans
Façade	15	30 ans
Installations générales et techniques	30	15 ans
Agencements	25	10 ans

(1) La valeur résiduelle nette de frais de sortie au 31 décembre 2007 étant au moins égale à la juste valeur du 1er janvier 2004, aucun amortissement n'est constaté sur le composant « gros oeuvre ».

Les justes valeurs au 1er janvier 2004 ont été déterminées sur la base d'une évaluation faite par un expert immobilier pour les bureaux de DARDILLY.

— Immobilisations : Les immobilisations incorporelles comprennent notamment les procédés et droits similaires correspondant aux droits d'usage des logiciels acquis par le groupe. Ces logiciels sont amortis selon leur durée probable d'utilisation, soit un, trois et cinq ans pour ceux acquis avant le 1er janvier 2004 ou trois et cinq ans pour ceux acquis après le 1er janvier 2004.

La valeur brute des immobilisations inscrites à l'actif du bilan correspond à leur coût historique amorti, à l'exception des immobilisations acquises avant le 31 décembre 1976 ayant fait l'objet d'une réévaluation. Cette réévaluation n'a pas été retraitée en raison de son caractère non significatif. Les coûts d'emprunt sont exclus du coût des immobilisations.

Amortissement des immobilisations corporelles. — L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé suivant le mode linéaire ou dégressif pour les immobilisations acquises jusqu'au 31 décembre 2003 en fonction des composants et de leurs durées d'utilité effectives :

	Matériels :	
	Réévalués (1)	
Gros oeuvres des constructions		30 ans
Façades		25 ans
IGP		15 ans
Agencements des constructions		10 ans
Matériels	3 – 10 ans	5 ans
Installations générales		10 ans
Matériels de bureau et informatique		3 ans
Matériel de transport d'occasion		1 an
Mobilier		10 ans

(1) Les matériels industriels des ETS ROCHAT et de JACQUES PELLERIN SA ont été réévalués à la juste valeur en consolidation. Les durées d'amortissement ont également été revues en fonction de l'ancienneté du matériel ainsi que de son importance.

— Dépréciation des immobilisations incorporelles et corporelles. Le groupe réalise régulièrement des tests de valeur de ses actifs : immobilisations corporelles, écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles. Ces tests consistent à rapprocher la valeur nette comptable des actifs de leur valeur recouvrable qui correspond au montant le plus élevé entre leur valeur vénale et leur valeur d'utilité, estimée par la valeur actuelle nette des flux de trésorerie futurs générés par leur utilisation.

Pour les immobilisations corporelles, ce test de valeur est réalisé lorsqu'il existe des indices internes ou externes de perte de valeur.

Pour les écarts d'acquisition et les autres immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie, un test de valeur est mis en place une fois par an au minimum au niveau des unités génératrices de trésorerie auxquelles l'écart d'acquisition a été affecté conformément à IAS 14 dans le cadre de la présentation de l'information sectorielle.

Ces unités génératrices de trésorerie ont été définies en fonction des critères de secteur d'activité. Il existe deux unités génératrices de trésorerie :

– Gestion de Patrimoine (sociétés SABETON & AGRICOLE DE LA CRAU) ;

– Agroalimentaire (sociétés SAINT JEAN, ROYANS, PELLERIN, SPAG, ROCHAT, DODOUX & BEMOL).

Dans le cas où le test de valeur annuel révèle une valeur recouvrable inférieure à la valeur nette comptable, une dépréciation est constatée pour ramener la valeur comptable de l'immobilisation ou de l'écart d'acquisition à cette valeur recouvrable.

Lorsque la valeur recouvrable d'une immobilisation corporelle ou incorporelle, hors écarts d'acquisition, s'apprécie au cours d'un exercice et qu'elle excède la valeur comptable de l'actif, les éventuelles pertes de valeur constatées lors d'exercices précédents sont reprises en résultat.

Les pertes de valeur constatées sur les écarts d'acquisition ne sont jamais reprises en résultat.

— Titres immobilisés : Les titres immobilisés sont des actifs financiers disponibles à la vente. Ils sont ainsi évalués à leur juste valeur, sans déduire les coûts de transaction liés à la cession de ces actifs, à l'exception de ceux qui ne sont pas cotés sur un marché actif ou dont la juste valeur ne peut pas être déterminée de façon fiable qui sont alors mesurés au coût.

— Stocks : Les stocks sont évalués selon la méthode du premier entré, premier sorti. Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif.

Les produits sont valorisés au coût de production pour la société SAINT JEAN ou valorisés au prix de vente avec un abattement de 30% pour la société JACQUES PELLERIN SA et de 60% pour les ETS ROCHAT. Lorsque le prix de vente des produits est inférieur au prix de revient, une dépréciation des stocks est constituée, correspondant à l'écart entre prix de revient et prix de vente.

— Créances : Les créances d'exploitation sont évaluées à leur coût historique.

Les créances libellées en monnaies étrangères sont converties au cours du jour de clôture de l'exercice.

Les créances douteuses sont provisionnées de manière à les ramener à leur valeur probable de réalisation.

— Disponibilités et valeurs mobilières de placement : Les disponibilités et valeurs mobilières de placement sont principalement constituées de comptes de caisse, de comptes bancaires et de valeurs mobilières de placement qui sont cessibles à très court terme et dont les sous-jacents ne présentent pas de risques de fluctuations significatifs.

Les valeurs mobilières de placement sont réévaluées à leur juste valeur par le compte de résultat.

— Subventions d'investissements : Les subventions d'investissements sont reclassées en compte de régularisation passif.

— Provisions : Une provision est constituée dès lors qu'il existe une obligation, juridique ou implicite, à l'égard d'un tiers, dont la mesure peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'elle se traduira par une sortie de ressources.

Les engagements en matière de retraite comptabilisés au 31 décembre 2007 pour l'ensemble des salariés ont fait l'objet d'une provision d'un montant de 287 K€ selon la méthode rétrospective en tenant compte de la convention collective, de l'ancienneté et de l'âge des salariés, d'une table de mortalité, d'un taux de turnover faible, d'un taux d'actualisation de 4,65 % et des paramètres suivants :

	Taux revalorisation des salaires	Taux charges sociales
SABETON	1,5 %	43,0 %
AGRICOLE DE LA CRAU	1,5 %	43,0 %
SAINT JEAN	1,0 %	32,8 %
JACQUES PELLERIN SA	1,0 %	35,0 %
Ets ROCHAT	1,0 %	39,0 %
SPAG	1,0 %	35,0 %

L'intégralité de la dette actuarielle a été provisionnée dans les comptes au 31 décembre 2007.

— Impôts différés :

Les comptes consolidés enregistrent des impôts différés résultant :

- du décalage dans le temps entre les traitements comptables et fiscaux de certains produits ou charges ;
- de la comptabilisation des écarts d'évaluation constatés lors de la première consolidation d'une filiale ;
- des actifs d'impôt différé liés à des pertes fiscales reportables dont la récupération semble probable.

Les actifs et passifs d'impôts différés, quelle que soit leur échéance, sont compensés par entité fiscale.

Les taux d'impôt applicables pour les périodes futures sont retenus pour déterminer les montants d'impôts différés à la clôture.

Les impôts différés sont comptabilisés en charges ou en profits dans le compte de résultat sauf lorsqu'ils sont engendrés par des éléments imputés directement en capitaux propres. Dans ce cas, les impôts différés sont également imputés sur les capitaux propres.

L'impôt sur les sociétés est comptabilisé suivant la méthode de l'impôt exigible.

— Opérations fondées sur des actions et assimilés : La société SABETON a consenti des options d'achat sur 5 % du capital de SAINT JEAN au Président de SAINT JEAN, et sur 7,63 % à l'équipe dirigeante de SAINT JEAN à un prix d'exercice, d'une valeur à ce jour, de 9,18 euros par action et exerçables du 1er juillet 2012 au 31 juillet 2017. Ces options sont toutefois subordonnées à la réalisation de certaines conditions de « services ». Ces options d'achat sont par ailleurs assorties d'options de vente exerçables à compter du 1er juillet 2017, dont le prix est basé sur des critères de performance financière et économique.

Selon les hypothèses prévisionnelles utilisées pour l'estimation des options de vente, l'exécution des options d'achat et de vente par les bénéficiaires n'aura pas d'impact négatif pour la société SABETON.

— Résultat par action : Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen d'actions en circulation au cours de l'exercice après déduction des actions conservées par le groupe.

Le résultat dilué par action est calculé en prenant en compte dans le nombre moyen d'actions en circulation la conversion de l'ensemble des instruments dilutifs existants.

4.3. Flux de trésorerie consolidés. — Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, l'autofinancement est défini comme étant la somme du résultat net des sociétés intégrées, des dotations aux amortissements et provisions, hors provisions sur actif circulant.

5. – Notes sur le bilan actif.

5.1. Ecarts d'acquisition des titres consolidés. — Valeur brute et valeur nette des écarts d'acquisition.

Société	Valeur brute					Valeur nette	
	31/12/2006	Entrées	Variation de périmètre	Sorties	31/12/2007	31/12/2006	31/12/2007
Sous groupe CAIC (1)	1 214				1 214	1 214	1 214
SPAG		185		185			
J. PELLERIN		2 274	2 138		4 412		4 412
Ets ROCHAT		267	88		355		355
Total	1 214	2 726	2 226	185	5 981	1 214	5 981

(1) filiale de SABETON absorbée par cette dernière en novembre 2000.

Les fonds commerciaux issus des compte sociaux des sociétés JACQUES PELLERIN SA et ETS ROCHAT, d'une valeur respective de 2 138 K€ et de 88 K€, ont été transférés en écart d'acquisition car ceux-ci ne respectaient pas le critère de séparabilité.

— Amortissement et dépréciation des écarts d'acquisition :

Société	Amortissement au 31/12/2006	Dotations 2007	Reprise 2007	Total au 31/12/2007
SPAG		185	185	
Total amortissement et dépréciation		185	185	

5.2. Immobilisations incorporelles :

	31/12/2006	Acquisition/dotation	Cession / reprise	Variation périmètre	31/12/2007
Valeurs brutes :					
Logiciels et marques	390	74		46	510
Total	390	74		46	510
Amortissements :					
Logiciels et marques	-205	-80		-34	-319
Total	-205	-80		-34	-319
Montant net	185	-6		12	191

5.3. Immobilisations corporelles :

	31/12/2006	Acquisition / dotation	Cession / reprise	Transfert de compte	Variation périmètre	31/12/2007
Valeurs brutes :						
Terrains	1 028		-5		903	1 926
Constructions	10 347	5 632	-254		7 047	22 772
Installations techniques, matériel et outillage	11 580	2 327	-533		6 992	20 366
Autres	1 002	514	-245		1 665	2 936
Immobilisations en cours	4 722	-4 127				595
Avances et acomptes	635	62				697
Total	29 314	4 408	-1 037		16 607	49 292
Amortissements :						
Terrains	-47	-3			-57	-107
Constructions	-1 546	-869	234		-1 018	-3 199
Installations techniques, matériel et outillage	-4 646	-1 899	515		-3 601	-9 631
Autres	-619	-231	201		-693	-1 342
Avances et acomptes						
Total	-6 858	-3 002	950		-5 369	-14 279
Total net	22 456	1 406	-87		11 238	35 013

5.4. Immeubles de placement :

	31/12/2006	Acquisition / dotation	Cession / reprise	31/12/2007
Valeurs brutes des terrains :				
Dardilly	807			807
Total	807			807
Valeurs brutes des constructions				
Dardilly	2 040			2 040
Total	2 040			2 040
Amortissements :				
Dardilly	-306	-102		-408
Total	-306	-102		-408
Montant net	2 541	-102		2 439

5.5. Immobilisations financières :

	31/12/2006	Acquisition / dotation	Cession / reprise	Variation périmètre	31/12/2007
Valeurs brutes					
Autres titres immobilisés	27		-27	1	1
Titres ALTAGIS	2		-2		
Autres immobilisations financières				20	20
Dépréciations	-24		24		
Montant net	5		-5	21	21

5.6. Stocks :

	31/12/2007	31/12/2006
Stocks matières premières	1 626	775
Stocks produits finis	444	209

Dépréciations	-19	-7
Total	2 051	977

5.7. Clients et comptes rattachés :

	31/12/2007	31/12/2006
Créances clients	4 704	2 825
Créances douteuses	131	64
Dépréciations des créances douteuses	-125	-63
Total	4 710	2 826

L'ensemble des créances clients est à moins d'un an à l'exception des créances douteuses.

— Dépréciation des créances douteuses :

Provision au 31/12/2006	Dotation	Reprise		Provision au 31/12/2007
		Règlement	Passage en pertes	
128	14	-5	-12	125

— Etat des créances échues et non provisionnées :

Société	31/12/2007		
	Créances échues	Montant provisionné	Créances échues non provisionnées
CIE AGRICOLE DE LA CRAU	35	6	29
JACQUES PELLERIN SA	339	24	315
SPAG	23	3	20
Ets ROCHAT	143	44	99
SAINT JEAN	606	54	552
Total	1 146	131	1 015

Les créances échues n'ont pas été complètement dépréciées car il a été estimé que leur valeur probable de réalisation est égale à leur valeur comptable nette. Pour l'essentiel, ces créances sont échues depuis moins de trois mois et ont été, pour la plupart, encaissées en 2008.

5.8. Trésorerie et équivalents de trésorerie :

	31/12/2007	31/12/2006
SICAV	8 866	1 744
Certificats de dépôts négociables	24 982	44 058
Actions et obligations	16	18
Total des valeurs mobilières de placement	33 864	45 820
Dépréciations		-2
Montant net des valeurs mobilières de placement	33 864	45 818
Disponibilités	711	948
Montant net des valeurs mobilières de placement et disponibilités	34 575	46 766

5.9. Autres actifs courants :

	31/12/2007	31/12/2006
Avances et acomptes sur commandes	61	43
Etat, TVA et autres créances	7 112	9 004
Autres créances en valeur brute	7 173	9 047
Dépréciations des créances	-675	-678

Autres créances en valeur nette	6 498	8 369
Charges constatées d'avance	799	573
Montant net	7 297	8 942

L'ensemble des créances est exigible à moins d'un an, à l'exception des créances douteuses. Les principales créances sont :

– la somme de 3 095 K€, correspondant à la somme réglée par la CIE Agricole de la Crau en exécution du jugement du 27 octobre 2005, qui reste comptabilisée en créance sur l'Etat à l'actif du bilan et est compensée par une provision pour risques du même montant, tant que les procédures afférentes à ce litige ne sont pas terminées ;

– la somme de 1 356 K€, correspondant, en principal et intérêts, au séquestre des fonds issus des ventes intervenues sur des terres de la CIE Agricole de la Crau concernées par l'inscription d'hypothèque prise à la requête du Receveur Général des Finances, dont le remboursement dépend de l'issue des procédures en cours avec l'Etat.

6. – Notes sur le bilan passif

6.1. Capital social :

	Nombre d'actions (1)	Valeur nominale	Total
Début exercice	4 126 350	1€	4 126 350
Annulation actions propres	-174 153	1€	-174 153
Fin exercice	3 952 197	1€	3 952 197

(1) complètement libérées.

La distribution de dividendes proposée à l'assemblée générale du 19 juin 2008 est de 0,19 € par action représentant une somme totale de 751 K€ pour les 3 952 197 actions composant le capital social à ce jour.

6.2. Réserves attribuables au groupe :

	31/12/2007	31/12/2006
Prime d'émission	9 559	9 559
Réserve légale	420	420
Report à nouveau	6	
Autres réserves	44 536	46 267
Réserves consolidées	-7 529	-8 319
Total réserves distribuables au groupe	46 992	47 927

6.3. Echancier des emprunts :

	31/12/2007	31/12/2006
Moins d'un an	1 949	1 196
Un an à cinq ans	5 813	3 181
Plus de cinq ans	5 491	5 163
Total	13 253	9 540

6.4. Impôts sur le résultat. — Le solde net des impôts différés passifs résultant de la compensation des impôts différés actifs et passifs compensés par entité fiscale, qui s'élève à 1 850 K€ au 31 décembre 2007, se présente comme suit :

	31/12/2007	31/12/2006	Variation
Décalages temporaires	172	125	47
Activation déficits reportables	1 588	982	606
Ecarts évaluation	-1 959		-1 959
Retraitements / éliminations	-1 651	-1 450	-201
Total	-1 850	-343	-1 507

	31/12/2007	31/12/2006
Impôt exigible	3	-11

Impôts différé	404	113
Charge d'impôt de l'exercice	407	102

Le déficit fiscal propre de la CIE AGRICOLE DE LA CRAU s'élevant à 902 K€ au 31 décembre 2007 contre 1 554 K€ au 31 décembre 2006 fait désormais l'objet d'une activation.

Le calcul de l'impôt est le suivant :

	31/12/2007
Résultat consolidé avant impôt et dépréciation des écarts d'acquisition	1 142
Décalages fiscaux permanents	68
Soit base soumise au taux normal de 33,33 %	1 210
Charge d'impôt correspondante	404
Crédits d'impôts divers et IFA	3
Total	407

6.5. Provisions :

	31/12/2006	Augmentation	Diminution	Variation périmètre	31/12/2007
Provision sur litige avec l'Etat (1)	11 436	217			11 653
Provision sur dommages et intérêts perçus de l'Etat (2)	972				972
Autres provisions pour risques	29	5	-25	21	30
Provision pour indemnités départ en retraite	179	24	-2	86	287
Total	12 616	246	-27	107	12 942

(1) Correspond à une provision pour risque constituée au titre de la convention signée avec l'Etat en 1940 à la suite :

– de l'inscription par le Receveur Général des Finances d'une hypothèque légale sur la quasi-totalité des terres de la société en vertu des titres exécutoires qu'il lui a délivrés au cours de l'exercice 2000, estimant que la Compagnie est redevable d'une participation de l'Etat aux résultats et au boni de liquidation, – des jugements rendus par le Tribunal Administratif de Marseille en octobre 2005 qui a rejeté toutes les demandes de la Compagnie, à l'exception de la demande d'annulation du titre exécutoire de 4,7 M€ émis en octobre 2000 au titre du partage du boni de liquidation, pour laquelle l'Etat a fait appel. La Compagnie a fait appel des deux autres jugements.

L'audience devant la Cour Administrative d'Appel s'est déroulée le 19 mars 2008. (cf. le paragraphe « Evénements postérieurs à la clôture de l'exercice »). (2) La Compagnie avait intenté des actions en responsabilité contre l'Etat en vue d'obtenir réparation des préjudices qu'elle avait subis du fait du non respect par l'Etat de ses engagements et des arrêtés du Préfet des Bouches-du-Rhône refusant le droit d'exploiter à des acquéreurs avec lesquels la Compagnie avait signé des promesses de vente. Le Tribunal Administratif de Marseille a rendu, en mars 2005, une décision favorable à la Compagnie lui allouant des dommages et intérêts. Compte tenu de l'appel interjeté par l'Etat, la somme perçue de ce dernier au cours de l'exercice 2005, soit 972 K€, fait l'objet d'une provision pour risque de même montant.

A la suite de l'audience du 19 mars 2008, la Cour Administrative d'Appel de Marseille n'a pas, à ce jour, rendu son arrêt.

6.6. Autres passifs non courants :

	31/12/2007	31/12/2006
Subventions investissement	1 601	1 473

6.7. Fournisseurs et autres crédateurs :

	31/12/2007	31/12/2006
Dettes fiscales et sociales	2 501	2 336
Dettes sur immobilisations	1 070	1 828
Autres dettes	658	543
Comptes de régularisation	2	1
Fournisseurs	6 657	3 589
Total	10 888	8 297

6.8 Instruments financiers :

(En milliers d'euros)	31/12/2007		Ventilation par catégorie d'instruments	
	Valeur au bilan	Juste valeur	Prêts et créances, Dettes	Actifs financiers à la juste valeur par le résultat
Immobilisations financières	21	21	21	
Clients	4 710	4 710	4 710	
Autres actifs courants	7 297	7 297	7 297	
Equivalents de trésorerie	33 864	33 864		33 864
Disponibilités	711	711		711
Actifs financiers	46 603	46 603	12 028	34 575
Emprunts non courants	11 302	11 302	11 302	
Autres passifs financiers non courants	1 601	1 601	1 601	
Emprunts à court terme	1 951	1 951	1 951	
Fournisseurs et autres créditeurs	10 888	10 888	10 888	
Passifs financiers	25 742	25 742	25 742	

7. – Notes sur le compte de résultat.

7.1. Produits des activités ordinaires :

	31/12/2007	31/12/2006
Ventes marchandises	145	
Production vendue biens	30 637	22 538
Production vendue services	474	528
Total produits des activités ordinaires	31 256	23 066

7.2. Charges de personnel et effectifs du groupe

Charges de personnel	31/12/2007	31/12/2006
Salaires et traitements	5 552	4 584
Charges sociales	2 153	1 671
Participation des salariés	3	
Total	7 708	6 255

Effectifs des sociétés intégrées globalement	31/12/2007	31/12/2006
Cadres	30	23
Agents de maîtrise	49	38
Employés	20	11
Ouvriers	177	102
Total	276	174

7.3. Autres achats, impôts et charges externes :

	31/12/2007	31/12/2006
Autres achats et charges externes	6 855	4 775
Impôts, taxes et versements assimilés	553	717
Total	7 408	5 492

7.4. Autres produits et charges :

	31/12/2007	31/12/2006
Plus-values sur cessions d'actifs	384	1 090
Reprise subvention d'investissement	134	145
Dotations / reprises sur provisions	-250	-472
Amortissement exceptionnel de l'écart d'acquisition SPAG	-185	
Transferts de charges	39	63
Autres produits et charges	49	100
Total	171	926

7.5. Produits et charges financiers :

	31/12/2007	31/12/2006
Produits cessions valeurs mobilières de placement	534	438
Intérêts sur certificats de dépôt négociables	1 144	991
Produits financiers divers	69	109
Intérêts et charges assimilées	-446	-403
Reprise provisions	26	
Résultat financier	1 327	1 135

8. – Autres informations.

8.1. Evaluation des risques :

— Risque de crédit : il s'agit essentiellement du risque de recouvrement des créances clients. Un contrôle est fait régulièrement à l'aide d'états comptables établis par échéance.

— Risque de taux et sur les placements : Il n'existe aucun risque de taux, le seul crédit au sein du groupe étant celui souscrit en 2005 par SAINT JEAN à un taux fixe de 3,90 % pour une durée de 12 ans, ni risque de trésorerie, l'ensemble des placements étant exclusivement constitué de SICAV monétaires et de certificats de dépôt.

— Risque de liquidité : compte tenu de la structure du bilan et de l'échéance des dettes, il n'y a pas de risque de liquidité. La situation de trésorerie au 31 décembre 2007 est positive.

— Risques sur les matières premières : les produits fabriqués par SAINT JEAN et ses filiales étant composés de différentes matières premières (blés, produits laitiers...) qui subissent actuellement de fortes hausses de prix, la marge de ces sociétés varie en fonction de l'évolution du cours de ces matières premières. De plus les contrats avec la grande distribution permettent difficilement de répercuter ces hausses et, en tout état de cause, avec un décalage au mieux de trois mois. Le coût des matières premières a représenté, en 2007, 35,28 % du chiffre d'affaires net.

A l'avenir, la fragilité des marchés financiers, la hausse de la demande mondiale de matières premières alimentaires, l'utilisation de céréales et d'oléagineux pour la production de biocarburants face à une production agricole en faible croissance perturbée par les aléas climatiques et le réchauffement de la planète pourraient entraîner une hausse durable du coût des matières premières avec une forte volatilité des prix.

— Risques juridiques : à l'exception du litige de la CIE Agricole de la Crau avec l'Etat, qui est entièrement provisionné, il n'existe pas, à la connaissance de la société de faits exceptionnels ou litiges susceptibles d'avoir une influence sur l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société et du groupe.

8.2. Engagements ou opérations avec les parties liées. — Les parties liées concernent l'ensemble des administrateurs de SABETON et de la CIE Agricole de la Crau.

Il n'y a aucun engagement ou opération avec des parties liées hormis les éléments de rémunération mentionnés ci-dessous.

8.3. Rémunération des membres du Conseil d'Administration. — Les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'Administration s'élèvent à 22 K€ pour la société SABETON et à 1,8 K€ pour la CIE Agricole de la Crau.

En ce qui concerne les organes de direction de la société, la rémunération brute versée à Monsieur Claude GROS s'est élevée à 140 K€. De plus, il a bénéficié, au cours de l'exercice, du Plan Epargne Entreprise en vigueur dans la société et a perçu, à ce titre, un abondement de 4 635 €. Par ailleurs, SABETON lui a consenti, en sa qualité de Président de SAINT JEAN, une option d'achat portant sur 5 % du capital de cette dernière. Cette option est assortie d'une option de vente exerçable à compter du 1er juillet 2017.

8.4. Information sectorielle :

— Définition des secteurs : Les secteurs retenus pour la présentation de l'information sectorielle reprennent les principales activités exercées par les entités économiques composant le groupe SABETON à savoir : l'agroalimentaire pour les sociétés SAINT JEAN, SAS DU ROYANS, JACQUES PELLERIN SA, SPAG, ETS ROCHAT, SCI BEMOL et SCI LES DODOUX et la gestion de patrimoine pour les sociétés SABETON et CIE AGRICOLE De La CRAU.

La société SAS PARNY dont l'activité n'est pas significative, n'a pas été retenue dans l'information sectorielle.

— Principes d'affectation aux secteurs retenus : Pour les sociétés SABETON et CIE AGRICOLE DE LA CRAU, les produits et charges financiers sont pris en compte dans le secteur gestion de patrimoine. Les actifs et passifs significatifs correspondants sont rattachés au même secteur ainsi que les frais administratifs et les frais de siège de SABETON. Les immeubles et terrains détenus par ces sociétés mais destinés à une activité agroalimentaire ainsi que les produits et charges correspondants sont rattachés au secteur agroalimentaire.

Pour les sociétés SAINT JEAN, SAS DU ROYANS, JACQUES PELLERIN SA, SPAG, ETS ROCHAT, SCI BEMOL et SCI LES DODOUX du secteur agroalimentaire, les produits et charges financiers ainsi que les actifs et les passifs correspondants ne sont pas pris en compte dans l'information sectorielle. Les valeurs mobilières de placement, les emprunts et la trésorerie en sont donc exclus.

— Secteur agroalimentaire :

	31/12/2007	31/12/2006
Informations sur le compte de résultat :		
Produits sectoriels :		
Clients externes	31 330	23 093
Autres secteurs		
Total des produits sectoriels	31 330	23 093
Charges sectorielles :		
Avec impact sur trésorerie	-27 718	-20 379
Dotation aux amortissements	-3 212	-2 097
Autres charges sans impact sur trésorerie	-141	-117
Total des charges sectorielles	-31 071	-22 593
Résultat sectoriel	259	500
Informations sur le bilan :		
Actifs sectoriels	49 938	28 795
Investissements sectoriels	7 055	7 159
Passifs sectoriels	12 150	8 772

Le chiffre d'affaires à l'exportation s'élève à 462 K€ contre 525 K€ au 31 décembre 2006.

Les autres informations sectorielles concernent des éléments situés en France.

— Secteur gestion de patrimoine et services :

	31/12/2007	31/12/2006
Informations sur le compte de résultat :		
Produits sectoriels :		
Clients externes	2 510	4 884
Autres secteurs	132	115
Total des produits sectoriels	2 642	4 999
Charges sectorielles :		
Avec impact sur trésorerie	-866	-1 241
Dotation aux amortissements	-379	-151
Autres charges sans impact sur trésorerie	-270	-2 304
Total des charges sectorielles	-1 515	-3 696
Résultat sectoriel	1 127	1 303
Informations sur le bilan :		
Actifs sectoriels	41 251	56 550
Investissements sectoriels	153	27
Passifs sectoriels	375	1 038

Les informations sectorielles présentées concernent des éléments situés en France.

— Tableau de passage information sectorielle / comptabilité : Les produits, charges, actifs et passifs ne pouvant pas être affectés à un secteur en particulier sont exclus de l'information sectorielle.

	Agro alimentaire	Gestion patrimoine	Secteurs non significatifs	Eléments non sectoriels	Total
Résultat sectoriel	259	1 127	-5	-830	551
Actifs sectoriels	49 938	41 251		1 181	92 370
Passifs sectoriels	12 150	375	2	79 843	92 370

8.3. Engagements hors bilan :

— Engagements reçus : Nantissement au profit de SABETON de 99 662 actions ALLAXIA et cautionnement personnel du dirigeant en garantie du remboursement du crédit vendeur de 598 K€ consenti par SABETON à E. COMPANION et du paiement des éventuels intérêts de retard.

— Engagements donnés : Options d'achat consenties sur 5 % du capital de Saint Jean au Président de SABETON, et sur 7,63 % à l'équipe dirigeante de SAINT JEAN à un prix d'exercice, d'une valeur à ce jour, de 9,18 euros par action et exerçables du 1er juillet 2012 au 31 juillet 2017. Ces options d'achat sont assorties d'options de vente exerçables à compter du 1er juillet 2017.

SABETON, SAINT JEAN et la SAS DU ROYANS se sont engagés vis-à-vis de l'établissement prêteur, à inscrire, à première demande de sa part, une hypothèque de premier rang sur l'immobilier de ROMANS, en garantie du remboursement par SAINT JEAN d'un emprunt de 10 M€ contracté en 2005 dont le solde est de 8,3 M€ au 31 décembre 2007.

En application de la Loi du 2004-391 du 4 mai 2004 relative notamment au droit individuel à la formation, le volume d'heures cumulées au titre du DIF par les salariés du groupe s'élève à 17 479 heures. Au cours de l'exercice, 14 heures ont donné lieu à demande.

Le solde des dettes garanties par des sûretés réelles est de 2 063 K€ et correspond aux emprunts suivants :

JACQUES PELLERIN SA :	532 k€
Ets ROCHAT :	624 K€
SCI BEMOL :	498 K€
SCI Les DODOUX :	409 K€

9. – Présentation du résultat proforma.

Le compte de résultat proforma présente :

– le résultat consolidé proforma pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2007 comme si les sociétés acquises sur l'exercice étaient entrées le 1er janvier 2007 dans le périmètre ;

– le résultat consolidé pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2007 ;

– le résultat consolidé pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2006.

	31/12/2007 Proforma	31/12/2007	31/12/2006
Produits des activités ordinaires	40 501	31 256	23 066
	0		
Marchandises et matières consommées	-17 755	-13 510	-9 695
Frais de personnel	-9 558	-7 708	-6 255
Dotations aux amortissements	-4 093	-3 170	-2 248
Autres achats, impôts et charges externes	-9 895	-7 408	-5 492
Autres produits et charges	186	171	927
Produits financiers	1 919	1 773	1 538
Charges financières	-667	-446	-403
Résultat avant impôt	638	958	1 438
Charge d'impôt sur le résultat	-289	-407	-102
Résultat de l'ensemble consolidé	349	551	1 336